Nations Unies A/66/PV.18

Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

18e séance plénière
Jeudi 22 septembre 2011, à 19 heures
New York

Président : M. Al-Nasser . . . . . (Qatar)

En l'absence du Président, M. Archondo (État plurinational de Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 20 h 20.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne la parole à S. E. M. Kevin Rudd, Ministre des affaires étrangères de l'Australie.

M. Rudd (Australie) (*parle en anglais*) : Depuis la dernière fois que nous nous sommes retrouvés dans cette grande Assemblée il y a un an, nous avons été témoins de faits d'une ampleur historique. Les manifestations en faveur de la démocratie et les réformes démocratiques qui ont lieu dans le monde arabe nous ont de nouveau rappelé que la liberté est le droit de tous, et non pas seulement de quelques privilégiés. En outre, une crise économique mondiale est en cours, alors que nous entrons dans une nouvelle période dangereuse où les emplois et les moyens de subsistance des populations actives sont menacés dans le monde entier.

Bien qu'ils fassent rarement les premières pages, les autres grands problèmes qui secouent le monde depuis de trop nombreuses années continuent de progresser silencieusement de manière presque alarmante – les défis de l'extrême pauvreté, de la détérioration de l'environnement, de la prolifération effrénée des armes nucléaires, du renforcement des droits de l'homme, qui se disputent la priorité parmi les déjà trop nombreuses préoccupations de la communauté internationale.

Nos institutions mondiales ont du mal à comprendre, et encore plus à relever efficacement cette myriade de défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui – des défis qui découlent inévitablement de ce que nous appelons tout simplement aujourd'hui la mondialisation. Pour dire les choses simplement, le dilemme est le suivant : les difficultés auxquelles nous devons faire face acquièrent une dimension de plus en plus mondiale alors que les institutions dont nous disposons sont encore essentiellement nationales. En termes plus directs, pour ceux qui sont impliqués dans la politique démocratique, les réponses se trouvent à l'étranger, mais tous les suffrages demeurent dans le pays.

Il y a trois ans, lorsque j'ai pris pour la première fois la parole à cette tribune, j'avais évoqué les sombres nuages qui menaçaient l'économie mondiale. C'était comme si nous étions en chute libre, les yeux fixés sur l'abîme, tout en sachant que la possibilité d'une deuxième dépression mondiale en un siècle était très réelle. Grâce à une intervention coordonnée en 2009, nous avons stoppé la chute. Pourtant, trois ans plus tard, la crise de l'économie mondiale se poursuit,

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

11-51180 (F)

Merci de recycler

avec toujours cette capacité de tous nous engloutir. La reprise est sur le déclin. Le chômage est en hausse. La confiance est en baisse. Des inquiétudes croissantes se font jour au sujet des niveaux de la dette souveraine et de la volonté politique nationale et internationale à relever ces défis.

Cette semaine, le Fonds monétaire international a émis un avertissement sévère sur l'économie mondiale, soulignant que nous sommes entrés dans une phase nouvelle et dangereuse. Que peut-on donc faire?

Premièrement, il faut réformer le système financier, et arrêter de demander aux contribuables de renflouer certaines institutions financières qui ont eu un comportement irresponsable. Deuxièmement, toutes les grandes économies doivent trouver un moyen crédible de recréer de l'excédent au fil du temps, conformément au cadre d'une croissance forte, durable et équilibrée du Groupe des Vingt. Troisièmement, nous devons éviter une nouvelle flambée de protectionnisme et conclure le cycle de négociations de Doha, car l'histoire nous condamnera si nous replongeons dans le protectionnisme destructeur d'emplois des années 30, qui avait transformé une simple crise financière en une véritable dépression.

Quatrièmement, pour que le commerce international s'épanouisse et que la demande nationale chinoise contribue davantage à la croissance des économies mondiales, nous devons aussi nous pencher sur la réforme monétaire, en particulier avec la revalorisation du yuan chinois. Enfin, nous devons, avec détermination et une orientation clairement définie, énoncer et proposer une gamme de nouveaux moteurs de la croissance mondiale. Il s'agit notamment d'un financement public-privé novateur pour la nouvelle révolution infrastructurelle nécessaire pour l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports et les communications. Les possibilités d'emplois pour mettre en place la révolution énergétique verte doivent être pleinement exploitées grâce à la tarification du carbone. Par ailleurs, les femmes et les jeunes doivent participer pleinement à l'économie du monde développé et en développement.

Il ne s'agit pas uniquement de politiques sociales utiles. Il ne s'agit pas uniquement de politiques environnementales utiles. Il s'agit de politiques économiques désormais indispensables pour susciter le relèvement déclencheur d'une nouvelle croissance économique mondiale. Ce qu'il faut donc, ce sont des dirigeants politiques qui, aux plans national et mondial, sont capables de voir au-delà du prochain cycle électoral – de voir à long terme plutôt qu'à court terme, de privilégier la stratégie plutôt que la tactique, et de privilégier ce qui est nécessaire plutôt que ce qui est urgent.

Au cours de la décennie écoulée, nous avons assisté à une accélération du transfert du pouvoir économique à l'Asie, marquant la renaissance de l'Asie comme le centre de gravité économique mondial, après une interruption de plus de 200 ans. En l'an 2000, la Chine ne représentait que 3,7 % du PIB mondial et l'Inde moins de la moitié de ce chiffre. En 2030, ces deux pays compteront pour plus de 20 % du PIB mondial, et ce chiffre ne fera qu'augmenter. Les pays asiatiques détenaient 16,6 % des réserves de change mondiales en 2001. À présent, ils en détiennent 39 %.

Par conséquent, ce qui se passe en Asie est désormais d'une importance fondamentale pour le monde, et pas seulement pour la région elle-même. La croissance économique asiatique a été extrêmement bonne pour l'économie mondiale.

Mais l'Asie a en outre connu une augmentation exponentielle de ses dépenses militaires. Au cours des 20 dernières années, celles-ci ont augmenté de près de 150 % en Asie de l'Est. Durant la même période, les dépenses militaires des États-Unis ont augmenté de 36 %. L'Asie, avec ses nombreux différends territoriaux non réglés et ses multiples tensions militaires, est devenue le nouveau marché mondial des armes.

L'un des pays qui dépensent le plus dans ce domaine est la Corée du Nord, malgré la pauvreté qui frappe sa population. Le programme d'armes nucléaires et le programme de missiles à longue portée nord-coréens constituent une menace directe à la sécurité de notre région, notamment de l'Australie.

Pour traiter convenablement les problèmes de sécurité et autres en Asie, nous avons besoin d'une structure institutionnelle régionale forte, en complément de l'ONU, pour aider à renforcer la transparence et la coopération et, à terme, à susciter un sentiment de sécurité commune dans notre région.

C'est pourquoi l'Australie a défendu le concept d'une communauté de l'Asie-Pacifique. Tous ensemble, les pays de la région ont maintenant la possibilité de concrétiser la vision de cette communauté grâce à un Sommet d'Asie orientale élargi auquel participeront cette année, pour la première fois, les Présidents des

États-Unis et de la Fédération de Russie. À terme, un Sommet plus fort peut promouvoir au niveau régional le type d'ordre réglementé que l'ONU s'efforce d'appliquer au plan mondial. Cette tâche est essentielle pour éviter des erreurs stratégiques dommageables dans la région de l'Asie-Pacifique, ce qui saperait en outre la croissance économique mondiale.

Je le répète : ce qui se passe en Asie actuellement est important, non seulement pour l'Asie elle-même, mais aussi pour le monde entier.

Dans la région du Pacifique Sud, plus proche de l'Australie, nous sommes unis par les liens communs de la démocratie et de la responsabilité que nous avons tous de développer nos économies et de protéger notre milieu naturel.

Nous remercions le Secrétaire général de sa visite au Forum des îles du Pacifique – la toute première d'un Secrétaire général de l'ONU. Son attachement à notre région montre bien l'intérêt que la communauté internationale porte à la prospérité, à la pérennité et à la démocratie de la région du Pacifique.

Les événements survenus au plan mondial depuis la dernière session de l'Assemblée générale ont montré que l'aspiration humaine à la liberté et à la démocratie est à la fois indivisible et universelle. L'Australie s'aligne sur le reste de la communauté internationale pour saluer le courage de ces citoyens qui recherchent ce qui leur revient naturellement en Tunisie, en Égypte, en Libye, et maintenant en Syrie.

En Égypte, nous apportons notre appui à l'amélioration de la culture des terres arides et notre aide aux programmes d'emplois en milieu urbain, alors même que ce pays se dirige vers des élections parlementaires et présidentielle cruciales. En Tunisie, nous fournissons une aide dans le domaine agricole et une assistance électorale. En Libye, l'Australie a été l'un des premiers pays à faire campagne au niveau international pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne afin de protéger les civils au moment où la victoire semblait à la portée du colonel Kadhafi. Nous sommes fiers de ce que, depuis le début du conflit en Libye, l'Australie soit le troisième principal fournisseur d'aide humanitaire au peuple libyen qui souffre depuis longtemps. Nous sommes également prêts à concourir à la mise en place d'institutions dans la nouvelle Libye, tournée vers l'avenir.

Le problème auquel nous devons maintenant faire face est la violence incessante en Syrie. Le régime syrien doit tirer des enseignements de la situation en Libye. Nous exhortons Bachar Al-Assad à se retirer maintenant, pour qu'une réforme politique soit engagée maintenant, et nous demandons à la communauté internationale d'intensifier les pressions exercées sur Damas afin de répondre à l'appel du peuple syrien, qui revendique sa liberté légitime.

Il y a 12 mois, nous ne nous attendions à aucun changement en Égypte, en Tunisie ou en Libye. Mais nous espérions que des progrès seraient faits dans le processus historique visant à garantir une paix durable aux peuples israélien et palestinien. Hélas, il n'y a eu aucune avancée. L'Australie reste attachée à une solution des deux États négociée permettant à un État d'Israël sûr et indépendant de vivre aux côtés d'un État palestinien sûr et indépendant.

Ces 10 derniers mois, je me suis rendu à trois reprises à Jérusalem et à Ramallah, où j'ai rencontré à chaque fois le Premier Ministre Netanyahou et le Président Abbas. J'ai appelé les deux parties à engager des négociations directes. J'ai affirmé qu'elles devraient être basées sur les frontières de 1967 ainsi que sur des échanges de territoires appropriés. J'ai affirmé que les questions restantes liées au statut final – le droit de retour, le statut de Jérusalem, les Lieux saints et la garantie de la sécurité – devaient être réglées dans le cadre de ces négociations directes.

Je crains néanmoins que si ces questions ne sont pas réglées prochainement, la transformation rapide de la situation géopolitique de la région réduira les chances d'un règlement durable. Nous observons déjà des tensions entre Israël et l'Égypte. Nous avons déjà assisté à une rupture des relations entre Israël et la Turquie. Nous ne savons pas combien de temps encore le cadre actuel du Plan de paix arabe restera à l'ordre du jour. Nous craignons une nouvelle Intifada semblable à celles qui ont eu lieu par le passé.

En tant qu'ami d'Israël, nous craignons que faute de règlement négocié, la situation du pays en matière de sécurité ne se détériore rapidement durant l'année à venir. En tant qu'ami du peuple palestinien, nous pensons que le moment est venu d'engager des négociations directes pour créer un État palestinien, qui garantisse également la sécurité d'Israël. Si nous n'y parvenons pas, je redoute de graves conséquences au moment où la situation continue de changer dans tout le Moyen-Orient. Je signale que ces craintes ont été

exprimées aujourd'hui par l'ancien Premier Ministre israélien, Ehud Olmert.

L'Australie appelle donc les deux parties à saisir l'occasion qui se présente pour bâtir un avenir pour un nouveau Moyen-Orient. Nous attendons de voir quel sera le dénouement à New York au cours des prochaines semaines avant de prendre position sur toute résolution présentée à l'ONU.

Le terrorisme est l'ennemi de tous les peuples civilisés. Dix ans après les attentats du 11 septembre, le terrorisme continue de menacer gravement la sécurité et la sûreté des citoyens de nos pays. De nombreux soldats d'élite australiens ont perdu la vie dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan. L'Australie ne déviera pas de son cap en Afghanistan, car nous refusons de céder face au terrorisme.

Si le terrorisme menace des milliers de personnes à la fois, la prolifération nucléaire en menace des millions. L'Australie reste pleinement attachée à l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires et œuvre activement en ce sens. C'est pourquoi nous avons mis en place, avec le Japon, l'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement (NPDI) pour faire avancer les travaux de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Alors que nous intervenons devant cette Assemblée, nous devons nous rappeler que l'extrême pauvreté frappe une personne sur cinq dans le monde. L'ampleur de ce problème a été clairement illustrée cette année par la sécheresse dévastatrice dans la Corne de l'Afrique. J'ai réalisé à quel point la situation était désastreuse lorsque je me suis rendu dans des zones touchées en juillet. L'Australie a fait un don de près de 100 millions de dollars. Nous sommes fiers d'être le quatrième donateur international, par ordre d'importance, dans le cadre de l'aide fournie pour faire face à cette crise. Nous continuerons de donner.

L'année dernière, nous nous sommes réunis pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation de notre engagement collectif à sortir 1 milliard de personnes de la pauvreté d'ici à 2015. Le bilan est très faible. La plupart des objectifs du Millénaire pour le développement ne seront probablement pas atteints. L'Australie a doublé, au cours des cinq dernières années, le montant de son aide publique au développement (APD), et il devrait encore être multiplié par deux d'ici à 2015. Sur la base des données disponibles, cela devrait placer l'Australie au sixième rang mondial pour ce qui est du budget consacré à l'APD.

La communauté internationale doit appuyer les efforts régionaux et mondiaux pour garantir la sécurité alimentaire, une obligation stratégique. Avec une population mondiale de 9,3 milliards d'habitants d'ici à 2050, d'après les estimations, la production alimentaire mondiale devra augmenter d'environ 70 % pour pouvoir nourrir la population mondiale.

S'agissant de la sécurité alimentaire, nous devons également être honnêtes. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ne parvient clairement pas à s'acquitter de son mandat en faveur des pauvres dans le monde. Sous sa nouvelle direction, la FAO doit établir des priorités claires pour l'avenir et éliminer les frais généraux administratifs insoutenables auxquels elle est habituée depuis trop longtemps. Si la FAO ne le fait pas, l'Australie procédera à un réexamen détaillé des fonds de développement qu'elle accorde à la FAO en s'appuyant sur nos nouveaux critères d'efficacité de l'aide.

L'alimentation est essentielle au développement. Il en va de même de l'éducation. Il faut donner leur chance à tous les enfants du monde – dans leur intérêt et celui des économies de leur pays. C'est pourquoi, tirant des enseignements du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et de GAVI Alliance, l'Australie estime que le moment est venu pour la communauté internationale d'envisager la création d'une nouvelle institution publique-privée spécifiquement chargée des questions liées à l'éducation.

Actuellement, cette tâche est assumée par la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO, avec une contribution insignifiante du secteur privé. Nous devons donc envisager la création d'un nouveau fonds mondial pour l'éducation consacré exclusivement aux activités qui doivent être menées immédiatement pour scolariser près de 70 millions d'enfants d'ici à 2015. L'Australie pourrait alors apporter une contribution considérable à une telle institution afin d'obtenir des résultats concrets le plus rapidement possible. J'appelle les donateurs dans le domaine de l'éducation, actuels et potentiels, à contribuer à un tel fonds.

Dans l'aide que nous apportons aux populations les plus vulnérables dans le monde, nous tenons également compte des quelque 370 millions d'autochtones, dispersés dans 90 des 193 États Membres de l'ONU. Ils font toujours partie des

groupes de population les plus marginalisés et les plus défavorisés au monde, y compris dans notre pays, l'Australie. C'est pourquoi le Gouvernement australien est allé au-delà des excuses présentées aux « Générations volées » pour envisager la reconnaissance de nos « Premières Nations » dans la Constitution. Nous sommes aussi déterminés à combler l'écart entre Australiens autochtones et non autochtones.

Notre espoir de répondre aux problèmes de développement dans le monde est étroitement lié à la santé de la Terre. Notre planète ne peut pas supporter plus. Les scientifiques nous disent qu'il existe des limites planétaires que nous ne devons pas franchir – changements climatiques, perte de la diversité biologique, appauvrissement de l'ozone stratosphérique, pollution chimique, acidification des océans et épuisement des réserves d'eau douce. Cela ne concerne pas seulement les frontières atmosphériques, mais aussi les océans.

L'an prochain à Rio, la communauté internationale pourra prendre des mesures décisives pour protéger une planète sous tension, tout comme nous devons mener une action mondiale efficace face aux changements climatiques. Les changements climatiques ne cesseront pas, même si nous choisissons la solution de facilité en optant pour la politique de l'autruche. Si nous le faisons, nos enfants et leurs enfants ne nous le pardonneront jamais – à raison.

En tant que communauté mondiale, nous sommes confrontés à des problèmes ayant des effets historiques – sur notre économie mondiale, sur la sécurité mondiale, sur les libertés fondamentales de chacun, sur l'environnement, sur la sécurité des citoyens, sur notre responsabilité à l'égard des pauvres dans le monde et sur nos frontières planétaires elles-mêmes.

Si un grand nombre de ces problèmes sont à venir, l'année dernière, nous avons eu la preuve que lorsque la communauté internationale agit de manière collective et résolue, nous pouvons être efficaces – comme nous l'avons constaté avec les décisions du Conseil de sécurité concernant la Libye et la Côte d'Ivoire. Mais pour être efficace, ce parlement de l'humanité, ces Nations Unies, doit continuer de mobiliser la volonté politique des États Membres pour assurer le bon fonctionnement de nos institutions mondiales. Sinon, nous serons pareils à un gong, bruyants et pleins de sentiments, mais ne représentant rien au final.

Lorsque le Secrétaire général Ban Ki-moon s'est rendu en Australie il y a deux semaines, il a visité un pays attaché au système fondé sur des règles qu'incarne l'ONU. L'Australie est aujourd'hui une puissance moyenne aux intérêts mondiaux, profondément attachée aux valeurs de liberté et d'équité. C'est l'Australie dont nous nous enorgueillissons en raison des services qu'elle rend au monde. L'Australie qui croit aux principes du civisme international. C'est l'Australie qui relève ses manches, l'Australie qui, par nature, veut donner un coup de main, l'Australie qui veut faire œuvre utile dans l'intérêt de l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Zalmai Rassoul, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Afghanistan.

M. Rassoul (Afghanistan) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi d'être ici pour donner lecture de la déclaration de mon Président, S. E. Hâmid Karzai, qui a dû quitter New York pour retourner d'urgence à Kaboul, après l'assassinat tragique de l'ancien Président de l'Afghanistan et Président du Haut Conseil pour la paix, M. Burhanuddin Rabbani, qui a été victime d'un complot terroriste.

Le message du Président se lit comme suit :

> « C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à l'Assemblée générale à la présente session, bien que je regrette ne pas pouvoir le faire en personne. Je me trouvais ici à New York avant-hier et j'attendais avec intérêt de participer à cette importante session de l'Assemblée. J'ai dû rentrer à Kaboul après avoir appris la tragique nouvelle du martyre de l'ancien Président afghan et Président du Haut Conseil pour la paix, M. Burhanuddin Rabbani. Il a été assassiné, victime d'un lâche complot terroriste ourdi par les ennemis de la paix dans notre pays.
>
> En ce moment même, la nation afghane pleure non seulement la perte d'une personnalité nationale appréciée et profondément respectée, mais également d'un défenseur de la paix qui a œuvré sans relâche, jusqu'à la fin de sa vie illustre, pour la paix dans son pays. Au nom du peuple afghan, je suis reconnaissant aux dirigeants du monde entier pour les messages de condoléances qu'ils nous ont adressés à la suite de cette tragique perte nationale en Afghanistan.

En tant que plus grand rassemblement des nations, l'Assemblée symbolise au plus haut point la pluralité de notre monde. C'est également l'occasion la plus solennelle que nous ayons d'attirer, une fois par an, l'attention du monde sur nos préoccupations nationales et sur les questions que nous jugeons préoccupantes pour la planète.

Pendant l'année écoulée, le monde a connu non seulement une instabilité politique de portée historique au Moyen-Orient, mais également une crise économique mondiale persistante, de fortes augmentations des prix des aliments et de l'énergie et des dégâts considérables causés par des catastrophes naturelles. La plupart des pays du monde ont vu les conditions de vie de leurs populations se détériorer, et pour de nombreux autres, l'avenir demeure sombre. En somme, nous vivons une époque d'incertitude et de crise, et c'est pendant des périodes comme celle-ci que la coopération internationale acquiert une pertinence et une signification véritables.

Il y a 10 jours, cette ville même a commémoré le dixième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre. Au nom du peuple afghan, qui a connu le fléau du terrorisme sous sa forme la plus inimaginable, je rends hommage à la mémoire des victimes de la tragédie du 11 septembre et compatis avec le peuple des États-Unis d'Amérique pour les pertes qu'il a subies, dont cet anniversaire a ravivé la douleur.

En cette occasion, j'exhorte l'Assemblée à réfléchir également aux millions de personnes dans le monde qui ont été touchées par la terreur et la violence avant le 11 septembre et à celles qui ont été fauchées par la violence terroriste au cours de ces 10 dernières années.

Mon pays, l'Afghanistan, souffre le plus, mais de nombreux pays – du Pakistan, à l'Inde, l'Iraq, l'Europe et de nombreux autres pays dans le monde – sont victimes de cet ennemi moderne de la paix. J'exhorte l'Assemblée à rendre également hommage aux sacrifices que de nombreuses nations ont consentis dans la lutte contre le terrorisme dans le monde. Mais, je demande surtout que nous fassions une pause pour nous interroger sur le chemin que nous avons parcouru 10 années après que le monde, ébranlé, a fait preuve d'une détermination sans précédent en décidant d'agir face à cet ennemi commun.

Dans le courant de cette année, l'Afghanistan marquera aussi le dixième anniversaire d'une nouvelle ère politique annoncée par la fin du règne des Taliban et marquée par le commencement d'un voyage vers un mode de vie pacifique, prospère et démocratique. Nous avons tant de raisons de célébrer les immenses progrès que nous avons réalisés, grâce à la solidarité et à l'aide généreuse de la communauté internationale. Un chapitre vraiment unique de l'histoire de notre vieux pays a été écrit au cours de ces 10 dernières années.

Saisissant l'occasion qui se présentait à nous, nous avons pris des mesures audacieuses pour réunir le pays après des décennies de lutte et de violence, jetant ainsi les fondements d'une jeune démocratie. Nos résultats aux plans social et économique sont extraordinaires et sans précédent dans l'histoire de notre pays. Les Afghans n'ont jamais eu un tel accès à l'éducation et à la santé ou vu les infrastructures se développer aussi rapidement dans leur pays.

Malheureusement, les sentiments de gratitude et de fierté suscités par nos résultats sont tempérés par l'absence d'un facteur clef du développement d'un pays : la sécurité. Malgré l'attachement sincère du peuple afghan à la lutte internationale contre le terrorisme et les sacrifices incommensurables qu'il a consentis à cette fin, nous n'en avons pas encore récolté les fruits sous la forme d'une vie affranchie de la violence et de la terreur.

Nous, les Afghans, sommes fiers d'avoir pris part à la lutte mondiale contre le terrorisme au cours de ces 10 dernières années. Si nous avons combattu et écrasé ensemble les extrémistes dans certains de leurs bastions de longue date, ils ont continué à prospérer ailleurs. Nous constatons aujourd'hui une tendance inquiétante à la radicalisation de la jeunesse. Al-Qaïda, malgré l'élimination de ses dirigeants, demeure actif dans la région, et les militants Taliban maintiennent leur emprise mortifère sur mon pays. Les deux mouvements continuent de trouver asile et protection dans la région, ce qui leur permet de rester actifs. Le problème de

l'asile qui leur est accordé est, sans l'ombre d'un doute, le talon d'Achille de cette guerre.

Étant donné que le terrorisme international et l'extrémisme demeurent des menaces réelles pour la sécurité internationale, la paix restera tributaire du succès de la lutte dans la région. Pour la remporter toutefois, nous devons reconsidérer et adapter radicalement les approches que nous avons adoptées dans cette lutte. Il est indispensable de définir avec précision notre stratégie pour rendre notre lutte collective plus objective et plus axée sur les résultats. Notre ennemi ne doit pas être défini par un traitement sélectif de la géographie à laquelle nous avons accès, mais par une évaluation de la menace qu'il fait peser, quel que soit l'endroit où il se trouve.

Les Afghans demeurent des ardents défenseurs de la lutte contre le terrorisme international, même s'ils ont subi des pertes indicibles dans cet effort. Nous ne voyons néanmoins pas l'efficacité d'une lutte dans laquelle des citoyens ordinaires sont les premières victimes alors que les sanctuaires des terroristes sont épargnés, loin des villes et des villages afghans. Pour maintenir la crédibilité de la lutte, il faudra surtout faire porter les efforts sur les racines du terrorisme.

D'autre part, s'agissant de l'insurrection des Taliban, nous ne pensons pas que l'action militaire soit la seule solution. Dans notre désir ardent de ramener la paix dans la vie de notre peuple, nous avons tendu la main de la paix et de la réconciliation à tous les Afghans qui ont eu des raisons de demeurer hors du processus politique actuel en Afghanistan.

Dirigé jusqu'à présent par Burhanuddin Rabbani, qui n'est hélas plus parmi nous, par l'entremise du Haut Conseil pour la paix, et appuyé par nos partenaires de la communauté internationale, le processus de paix est un effort global. Il porte sur la réinsertion des combattants armés dans une vie civile digne et sur la réconciliation des dirigeants des Taliban.

La politique de réconciliation est fondée sur notre détermination à rendre le processus politique plus inclusif et à fournir une solution plus sincère et acceptable à la violence à tous les Taliban et à d'autres chefs militants, dont la plupart sont actuellement basés hors de l'Afghanistan. Ces dirigeants ont tout loisir de rentrer chez eux et de jouer le rôle qui leur revient dans la vie politique et le Gouvernement afghans, s'ils rompent tout lien avec Al-Qaïda, renoncent aux activités violentes et acceptent la Constitution afghane. De toute évidence, sans une coopération sincère de la part de partenaires régionaux et internationaux, notamment la République islamique du Pakistan, cette stratégie ne portera pas ses fruits.

L'année 2011 est une année cruciale pour l'Afghanistan. Le fait nouveau le plus important pour notre pays a été le lancement du processus de transition en juillet dernier. Ce processus débouchera sur le transfert complet des responsabilités en matière de sécurité des forces internationales aux Afghans d'ici à la fin de 2014. Avec l'achèvement du processus de transition, nous, les Afghans, et nos partenaires internationaux, atteindrons l'objectif le plus stratégique de notre partenariat de 10 ans : l'émergence d'un Afghanistan souverain, autonome et pacifique pour tous les Afghans; un Afghanistan en paix avec lui-même avec le reste du monde.

Il va sans dire que la réussite du processus de transition dépend des desiderata et de la ferme détermination du peuple afghan, mais aussi de l'appui continu de la communauté internationale. Le rôle de nos partenaires de l'OTAN, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités de nos institutions de sécurité, sera crucial.

D'autre part, la transition ne se limite pas à la sécurité. En effet, même si la transition est à la fois souhaitable et inévitable, il convient de gérer avec précaution l'impact économique du retrait des forces étrangères de l'Afghanistan. En d'autres mots, pour que l'Afghanistan devienne totalement autonome, nous aurons également besoin d'une transition économique globale, en plus de la transition en matière de sécurité. Cette transition prendra plus de temps que la transition dans le domaine de la sécurité et exigera que nos partenaires internationaux continuent de nous apporter un appui indéfectible au-delà de 2014.

À cet égard, nous nous réjouissons à la perspective de la Conférence internationale sur

l'Afghanistan – tant attendue –, qui doit se tenir à Bonn (Allemagne) le 5 décembre 2011. La Conférence de Bonn, qui sera accueillie par l'Allemagne et présidée par l'Afghanistan, nous permettra de faire à nos partenaires internationaux le point des progrès les plus importants réalisés ces 10 dernières années dans le cadre du Pacte pour l'Afghanistan, et en particulier des progrès accomplis dans les processus de transition et de réconciliation.

Qui plus est, à Bonn, nous solliciterons de la communauté internationale qu'elle persévère dans son engagement à aider l'Afghanistan après 2014, c'est-à-dire après le retrait des forces militaires étrangères du territoire afghan. À cette fin, nous annoncerons notre vision pour les 10 prochaines années – la vision d'un Afghanistan qui se transforme en un pays stable, avec une démocratie qui fonctionne et une économie prospère. Situé au cœur de la « nouvelle Route de la soie », l'Afghanistan peut devenir une plate-forme commerciale et une plaque tournante en matière de transports dans la région. Cette vision est digne de tous les efforts des Afghans, et de tout l'appui que peut nous apporter la communauté internationale.

Pour établir un cadre de coopération à long terme, nous allons proposer un nouveau modèle de coopération entre l'Afghanistan et nos partenaires et amis. Le partenariat stratégique que nous sommes en train de négocier actuellement avec les États-Unis et nos autres partenaires, y compris l'Union européenne, sera un modèle à suivre pour le genre de partenariat durable et global que nous voulons forger avec les membres de la communauté internationale. Ces partenariats contribueront à garantir la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, et à appuyer notre développement économique futur. Je tiens à souligner que tant notre partenariat stratégique avec les États-Unis que tout autre partenariat que nous allons forger à l'avenir ne constitueront une menace pour nos voisins ou tout autre pays.

Je souligne également que dans le cadre de ces futurs partenariats, le principe de la souveraineté afghane et le rôle central de l'État afghan seront dûment pris en considération. La poursuite de notre partenariat doit être en conformité avec les exigences d'un Afghanistan souverain. Un pas important dans cette direction sera la suppression de toutes les structures parallèles créées par la communauté internationale, que ce soit dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, afin de permettre l'émergence d'institutions locales authentiques et capables.

En particulier, le rôle des Nations Unies en Afghanistan doit s'adapter aux exigences de la souveraineté afghane. Je me félicite du réexamen de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, autorisé par le Secrétaire général. Nous avons à cœur de participer, dans les mois à venir, à ce processus de réexamen dont nous espérons qu'il sera mené à bon fin.

En ce qui concerne la coopération régionale, nous sommes œuvrons étroitement avec la République de Turquie, amie de longue date et pays frère de l'Afghanistan, en vue d'une conférence régionale qui doit se tenir à Istanbul le 2 novembre 2011. La Conférence d'Istanbul, organisée à l'initiative de l'Afghanistan et qui sera accueillie par la Turquie, contribuera à élaborer une vision régionale commune pour la paix et la stabilité. La Conférence prendra acte de la quête de stabilité en Afghanistan, ainsi que de la nécessité de plus en plus sensible de créer un climat de confiance et de coopération dans la région, face aux défis communs auxquels nous faisons face, notamment le terrorisme, l'extrémisme, le trafic de drogue et les obstacles aux contacts et aux déplacements légitimes, pour ne citer que ceux-là.

Au cours des 10 dernières années, nous avons multiplié des initiatives pour promouvoir la coopération régionale, surtout en ce qui concerne les activités économiques et commerciales. Cependant, nous avons appris que la coopération régionale demeurera un vœu pieux tant que nous n'essayerons pas de régler les problèmes liés à nos différends politiques et à la méfiance qui divise notre région. C'est pourquoi, à la Conférence d'Istanbul, nous comptons traiter essentiellement des questions politiques et de sécurité.

Dans les semaines à venir, nous entendons mener des consultations auprès de tous les pays situés au cœur de l'Asie pour dégager un consensus avant la Conférence.

Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, les événements qui surviennent à travers le monde influent considérablement sur l'évolution de la situation en Afghanistan et dans la région avoisinante. C'est pourquoi nous, en Afghanistan, suivons de très près la situation au Moyen-Orient. En tant que pays qui a connu la guerre et la dévastation pendant de nombreuses années, nous sommes vivement préoccupés par la violence qui a éclaté dans ces pays. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'évolution de la situation en Libye. Nous reconnaissons le Conseil national de transition en tant que Gouvernement légitime de la Libye. Cependant, en nous fondant sur notre propre expérience, nous exhortons le pays frère libyen à se rappeler que le meilleur moyen de rétablir rapidement la paix est d'associer toutes les parties et de sauvegarder l'unité de la nation libyenne.

Le peuple afghan partage la douleur de nos frères et sœurs palestiniens. Nous réitérons notre appel pour qu'il soit mis immédiatement fin à leurs souffrances et pour l'exercice de leurs droits inaliénables, y compris le droit à un État indépendant. À cet égard, nous appuyons fermement les efforts visant à l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre de plein droit. J'espère que cette année, nous serons les témoins fiers de l'admission de la Palestine à l'ONU, en tant que cent quatre-vingt-quatorzième Membre.

Le peuple afghan partage également la douleur ressentie par le peuple japonais, suite aux pertes provoquées par les catastrophes naturelles qui ont frappé le Japon cette année. Le Japon est un ami de longue date de l'Afghanistan, et nous sommes confiants que cette grande nation se relèvera bientôt.

L'Assemblée est une manifestation de notre volonté collective à affronter ensemble les défis auxquels la société humaine est confrontée et à réaliser pleinement le potentiel d'un monde pacifique et prospère pour tous. Le fait que nous soyons rassemblés ici témoigne du rôle crucial que l'ONU joue dans la concrétisation de notre volonté collective. Je salue le leadership extraordinaire dont a fait preuve le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, en dirigeant l'ONU de façon à ce qu'elle devienne véritablement un atout pour un monde pacifique.

Enfin, de nombreux pays à travers le monde ont manifesté leur solidarité envers le peuple afghan au cours de ces 10 dernières années. Au nom du peuple afghan, je les remercie une fois de plus de leur appui. »

La séance est levée à 21 heures.